DEPARTEMENT DES YVELINES

Convocation des élus par le Président le : 4 novembre 2022

Transmission aux élus du rapport et du projet de délibération le : 18 novembre 2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du vendredi 18 novembre 2022

POLITIQUE A06 PROMOTION DU TERRITOIRE**Vœu : modification des dispositions législatives relatives au Service public de l'assainissement francilien (SIAAP)**

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 3211-3, L. 3451-1 et suivants,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Considérant que le Service public de l'assainissement francilien (SIAAP) est administré par un conseil d'administration qui ne comprend pas les Départements de la grande couronne et en particulier le Département des Yvelines,

Considérant que le Département des Yvelines est le seul territoire à accueillir des usines du SIAAP sans être représenté au sein de sa gouvernance,

Considérant que depuis plusieurs années, des incidents majeurs se sont multipliés de façon inquiétante au sein desdites usines sans que les élus locaux yvelinois ne soient informés dans des délais convenables ou associés aux mesures de protection et de traitement,

Considérant qu'il apparait nécessaire que les élus locaux yvelinois puissent être associés à la gouvernance du SIAAP en conséquence et qu'il est donc opportun de solliciter le Gouvernement afin qu'il puisse faire évoluer la gouvernance du SIAAP par une modification des dispositions législatives du Code général des collectivités territoriales idoines,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Adopte les termes du vœu suivant :

« Le SIAAP gère le service public d'assainissement des eaux usées, des eaux pluviales et des eaux industrielles de l'agglomération parisienne.

Les Yvelines accueillent sur leur territoire deux usines parmi les plus importantes du SIAAP : l'usine Seine Aval, située sur les communes d'Achères, Maisons-Laffitte et Saint-Germain-en-Laye, qui traite à elle seule près de 60% des eaux usées de l'agglomération parisienne ; l'usine Seine Grésillons, située sur la commune de Triel-sur-Seine, qui couvre les besoins de 18 communes du Val-d'Oise et des Yvelines.

Pour des raisons historiques, seuls les Départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de la Ville de Paris siègent au Conseil d'administration du Syndicat, excluant de fait les Départements de Grande Couronne.

Le Département des Yvelines est donc le seul territoire à accueillir des usines du SIAAP sans être représenté au sein de sa gouvernance.

Depuis plusieurs années, les incendies et accidents chimiques majeurs s'y sont multipliés de façon inquiétante, sans que les élus locaux yvelinois n'en soient informés dans des délais convenables ni associés aux mesures de protection et de traitement prises en conséquence.

Il est pourtant essentiel que les élus concernés puissent exercer leur devoir de vigilance quant aux risques que représentent ces installations pour les populations et l'environnement ».

Décide, compte-tenu de cette nécessité, de demander au Gouvernement de soumettre une modification du mode de gouvernance du Syndicat par voie législative, de sorte que le Conseil départemental des Yvelines puisse en intégrer le Conseil d'administration.

Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

La présente décision ne pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles au-delà d'un délai de deux mois à compter de sa publication.

Séance du vendredi 18 novembre 2022**Vœu : modification des dispositions législatives relatives au Service public de l'assainissement francilien (SIAAP)**

Délibération

Président de la séance : Monsieur Bédier Pierre

Secrétaire : Geoffroy Bax de Keating

Votent POUR (41) : Catherine Arenou, Marie-Hélène Aubert, Geoffroy Bax de Keating, Pierre Bédier, Philippe Benassaya, Laurence Boularan, Sonia Brau, Nicole Bristol, Laurent Brosse, Anne Capiaux, Claire Chagnaud-Forain, Julien Chambon, Bertrand Coquard, Ingrid Coutant, Nicolas Dainville, Olivier De la Faire, Richard Delepierre, Clarisse Demont, Gwendoline Desforges, Sylvie D'Esteve, Fabienne Deveze, Cécile Dumoulin, Eric Dumoulin, Pierre Fond, Grégory Garestier, Marc Herz, Suzanne Jaunet, Josette Jean, Joséphine Kollmannsberger, Lorrain Merckaert, Guy Muller, Karl Olive, Nathalie Pereira, Arnaud Pericard, Jean-François Raynal, Laurent Richard, Alexandra Rosetti, Patrick Stefanini, Stéphanie Theyre, Pauline Winocour-Lefevre, Cécile Zammit-Popescu.

Absent excusé : Olivier Lebrun.

Procurations : Catherine Arenou à Laurent Brosse, Bertrand Coquard à Joséphine Kollmannsberger, Fabienne Deveze à Marie-Hélène Aubert, Guy Muller à Cécile Dumoulin, Arnaud Pericard à Gwendoline Desforges, Jean-François Raynal à Pierre Bédier.

Affichage le : 22 novembre 2022

Transmission préfecture le : 22 novembre 2022

AR Préfecture :

N° : 078-227806460-20221118-lmc1137018-DE-1-1

Du : 22 novembre 2022

Délibération exécutoire le : 22 novembre 2022